

Compte-rendu de l' atelier de réflexion sur les formations sur le rural (en économie, sociologie et géographie) du 20/05/2008 à l'IAMM

Liste des participants :

CIHEAM-IAMM :

B. Hervieu : Secrétaire Général du CIHEAM
T. Abdelhakim : Directrice des Etudes
O. Bessaoud : Enseignant-chercheur
J.P. Pellissier : Adjoint au directeur
A. Cobacho : Chargée de recherche

UMR Dynamique rurales

B. Charlery de la vasière : Professeur (Univ. Toulouse le Mirail)
M. Gafsi : Maître de conférence (ENFA Toulouse)
AM. Granié : Professeur (ENFA Toulouse, Directrice UMR Dynamique Rurales)

Université Montpellier III

S. Ghiotti : Chargé de recherche
P. Chevalier : Maître de conférence
M. Dedeire : Maître de conférence

Supagro

P. Perriet-Cornet : Directeur de recherche INRA
J.Ripoche (IRC) : enseignant-chercheur

Université de Clermont-Ferrand

A. Rieutort : Professeur

Fondation territoire de demain

A.Loeschel : Président de la fondation
B. Fulchiro : secrétaire général

La réunion avait pour objet l'avenir des formations sur les thématique du rural et leur évolution.

T. Abdelhakim et B. Hervieu ouvrent la réunion par un rapide historique de l'organisation de cet événement et une synthèse du projet FORMDER à l'origine de cette rencontre.

B. Hervieu présente la position du CIHEAM et sa volonté d'intégrer le Développement Rural dans le contexte du futur processus euro-méditerranéen.

Il souligne les ambiguïtés autour du terme "développement rural" et les différentes visions des futures politiques à mettre en œuvre : reproduire des politiques publique qui fonctionne ou tenir compte des spécificités de chaque pays.

O. Bessaoud ouvre le débat sur le concept, en présentant un tour d'horizon de l'évolution des théories du développement rural depuis les années 60 : il montre l'abandon progressif du terme d'économie rural et le développement de nouvelles disciplines telle que l'économie agro-alimentaire ou l'économie spatiale, puis le renouveau de l'intérêt scientifique pour le rural qui débute dans les années 90 avec l'étude de l'évolution des territoires ruraux. Cette notion de territoire permet de renouveler une approche pluridisciplinaire autour du rural.

La présentation d'O. Bessaoud a été le point de départ d'un débat de fond sur les concepts et les différentes approches du rural en tant que terrain d'étude pour les disciplines ou en tant qu'objet spécifique autour duquel peut se construire une formation. Chacun des participants à présenté son point de vue au regard de sa discipline et de l'expérience menée dans sa propre formation.

Principaux points aborder durant le débat :

T. Abdelhakim aborde la question de la formation et constate qu'aujourd'hui, dans les cartes de formation, le "rural" est présent sous la forme d'option ou de parcours jamais comme élément central de la formation. La question est donc de savoir s'il est encore légitime de former des étudiant sur le rural et pour les former à quoi ?

M. Dedeire souligne cette idée que le "rural" devient un objet qui va être étudié via les différentes disciplines.

Le débat s'oriente autour du concept de territoire et des "idéologies" envisagées autour de ce terme, pour B. Hervieu le problème est la conception franco-française de cette notion.

B. Charlery souligne les limites deu concept de "territoire" qui survalorise l'échelon régional et local. Pour lui, il est important de revenir à la notion de "nature" en tant que variable fondamental pour traiter le rural et de tenter de conceptualiser cette notion pour la réinscrire dans les formations.

P. Perrier Cornet propose trois entrées pour aborder cette problématique de la pertinence du rural, cette notion est-elle :

- *Un objet scientifique pertinent*
- *Un objet sociétal pertinent*
- *Un objet opérationnel et structurant en matière de formation*

Pour lui, académiquement le rural n'est plus un objet scientifique pertinent mais il faut voir dans quel mesure il peut être un objet de mise en œuvre des disciplines, un terrain d'étude approprié pour les sociologues et les économistes

A. Loeshel souhaite que le débat ne se limite pas à l'espace francophone, et souligne l'importance de l'approche des pays voisins comme l'Allemagne qui résonne plus en terme de "réseau de compétence" pour la formation.

M. Dedeire montre que les évolutions actuelles font que l'objet rural est moderne, il souhaite donc orienter les formations sur quelques mots clés très porteurs.

O. Bessaoud revient sur les spécificités du rural, l'idée que les frontières entre le rural et l'urbain sont effacées est fautive, pour lui des spécificités demeurent comme les externalités, l'importance de la nature, le prise en compte du patrimoine et de l'histoire (recherche identitaire par opposition à la globalisation)

Pour Perrier Cornet, ces spécificités appartiennent plus à l'économie agricole qu'à l'économie rurale.

S. Ghiotti s'accorde sur la vision du rural en tant que terrain d'étude et non pas objet d'étude.

Pour A.M Granié, il n'y a pas de catégorisation aussi nette. Le problème est que pour les étudiants, travailler sur le rural signifie travailler à l'étranger alors que les recompositions sociales dans les zones rurales sont à l'origine des innovations en milieu rural. Il faut tirer des enseignements de ces phénomènes.

B. Hervieu souhaite recentrer le débat sur le concept de "développement" et non pas uniquement sur le rural. Pour lui l'important est de donner à l'étudiant des notions critiques, il faut insister sur la pédagogie de la comparaison

T. Abdelhakim propose de s'interroger sur les points suivants pour recentrer la discussion sur la formation :

1/ est-il légitime d'avoir une année complète sur le rural type M2 ?

2/ qui doit-on former, pour travailler sur quoi, quelles compétences doit-on donner aux étudiants ?

3/ est-ce qu'il faut des formations disciplinaires ou doit-on être plus ou moins pluridisciplinaire ?

La discussion s'oriente sur la nécessité de différencier ou non les formations professionnelles et recherche :

Pour B. Hervieu il n'y a pas forcément de différence entre former des universitaires et des professionnels, l'important étant de donner un esprit critique et une formation identique sur le terrain.

T. Abdelhakim s'interroge sur l'intérêt de former les gens sur des spécialités ou sur des compétences de gestion de l'espace

AM. Granié évoque le concept de "principe d'action" autour d'un objet étudié qui suppose un panel de compétence et une entrée qui permet de repérer des modèles de développement

De manière générale, la question de la différenciation ou non entre des parcours recherche et professionnels soulève de multiples questions et contraintes institutionnelles : le système LMD, les différences de volumes horaires, le "poids" des héritages universitaires...etc

Le problème est de savoir quelles compétences apporter aux étudiants et au préalable de connaître les compétences requises pour améliorer l'employabilité des étudiants.

Du point de vue de l'employabilité le constat est unanime : il existe un manque de ressources sur les compétences professionnelles sur le monde rural que ce soit au niveau national ou local.

Le problème de l'employabilité soulève également la question du rôle de l'université : doit-elle coller uniquement à l'employabilité ?

Pour B. Chalery, il faut une compétence technique nette et une compétence générale. Il faut jouer sur la compétence technique qui peut se faire en partenariat avec les professionnels sur une partie de la formation. La tendance serait plus à un abandon de la différence recherche/professionnel et à une mutualisation.

M. Gafsi insiste sur un nécessaire inventaire des compétences à acquérir, identifier à quel métier on forme les étudiants. Pour lui les compétences techniques les plus évidentes sont les compétences en lien avec les sciences sociales et l'ingénierie de projet.

Pour A.Rieutort il est fondamental de mener une recherche sur les compétences en allant sur le terrain.

Peu à peu se dégage une volonté commune de travailler ensemble sur ces questions et sur la nécessité de l'implication des universités dans le développement rural particulièrement s'il y a une volonté d'intégrer cet aspect dans le processus euro-méditerranéen.

B. Hervieu propose de fixer un agenda un séminaire sur ces questions avec les partenaires de toute la méditerranée et de cibler des personnes ayant une responsabilité institutionnelle.

Un travail sur les compétences paraît également indispensable, le problème étant de trouver un cadre structurant pour cette collaboration, l'idée d'un réseau de formation master méditerranéen et d'un concept de communauté de connaissance est lancée.

Plusieurs pistes sont évoquées pour trouver des financements : la création d'un laboratoire vivant, un master européen erasmus mundus..etc

Avant de mettre en œuvre une organisation plus formelle d'un point de vue institutionnel, il est convenu qu'une politique des "petits pas" pourrait déjà être mis en œuvre dès la rentrée universitaire prochaine pour mutualiser les compétences des personnes présentes via des visioconférences entre les établissements.

La réunion se clôture sur la nécessité de mettre en place une seconde réunion à Toulouse ou Clermont-Ferrand afin de poursuivre de finaliser les conditions d'une future collaboration en réseau et d'une mutualisation des compétences.

Un agenda de principe est posé :

- l'envoi d'un compte rendu de la réunion à tous les participants
- la programmation d'une seconde rencontre en dehors de l'IAMM
- la programmation de visioconférences ou autres collaborations simples à mettre en œuvre dès la rentrée prochaine
- un travail de réflexion sur la formalisation d'un réseau avec l'organisation d'un séminaire structuré.